

La Vie Internationale

56457

INTERROGATIONS

Après la série de conférences qui s'est déroulée (ou devait se dérouler), il semblait que toutes les questions étaient sur le point d'être réglées et que l'on n'aurait plus qu'à aller de l'avant. Illusion. On peut dire aujourd'hui que rarement incertitude a été plus complète sur le développement de la conjoncture internationale. En apparence tout au moins.

Il n'est bruit, en effet, que d'une nouvelle proposition Staline qui remettrait en cause les relations de l'Est et de l'Ouest. La conférence d'Ernich, où, semblait-il, le gouvernement de Bonn et les Trois Alliés n'avaient plus qu'à régler des points de détail avant d'intégrer l'Allemagne à l'alliance atlantique. Adenauer se voit obligé de différer toute décision sous la pression de ses adversaires et même de ses partisans. Le destin allemand paraît remis en cause.

La querelle des pétroles d'Iran a tourné au pire. Les Anglais pour la première fois capitulent sans combattre et abandonnent Abadan. Mossadegh ira-t-il à l'assemblée du Conseil de Sécurité à New-York où l'Angleterre a porté le débat? Sera-ce le prélude à une nouvelle négociation, internationale celle-là, ou la consécration d'une rupture?

Enfin à Kaesong le jeu de cache-cache continue. Le général Bradley est allé en Corée conférer avec Ridgway. Prélude à une grande offensive ou à des pourparlers de Paix?

Autant d'énigmes — sans parler des élections Britanniques du 25 octobre — pour embarrasser le chroniqueur.

L'U.R.S.S. et l'unité allemande.

La proposition Grotewohl, d'élections libres dans toute l'Allemagne qu'on feignait à Washington et à Bonn de ne pas prendre au sérieux a réussi par sa persistance à ébranler l'opinion. En des sens divers d'ailleurs. Au fond, chacun sent bien en Allemagne, comme au dehors, que la proposition Grotewohl n'a aucune chance d'aboutir, soit qu'elle ne représente qu'une manœuvre des Soviets pour empêcher un accord entre Bonn et les Alliés — ce qui a été immédiatement réussi, soit qu'elle ait pour but final une évacuation de l'Allemagne par tous les occupants et une neutralisation ultérieure du pays. Ce que les Etats-Unis n'accepteront pas au stade présent des choses.

Par ailleurs, il ne faudrait pas croire que les Allemands de l'Ouest ont tant de hâte de se voir réunis à leurs frères de l'Est. Dans l'état de ruine économique où se trouve la zone russe son retour à la prospère république de Bonn serait pour celle-ci une catastrophe.

Tous les avantages acquis par les Allemands de l'Ouest devraient être étendus et partagés. De plus, les catholiques et en particulier le parti Chrétien Démocrate du chancelier se verraient par l'unification déposséder du pouvoir au profit des Socialistes. La Prusse et la Saxe étant en majorité protestante et Berlin socialiste ferait pencher la balance. La S.P.D. par la voix de Schumacher, de Reuter, maire de Berlin et de Carl Schmidt a exigé que l'on réponde à Grotewohl.

L'accord s'est fait assez facilement sur les quatorze points qui constituent les conditions d'une véritable consultation électorale libre. Les Germano-Russes n'ont dit ni oui, ni non. L'affaire traînera comme les pourparlers du Palais Rose sans aboutir, mais son but est atteint: le raidissement du chancelier Adenauer en face des Commissaires Alliés et en somme l'ajournement de la remilitarisation de l'Allemagne, l'essentiel pour les Russes. Une armée européenne sans Allemands ne sera jamais redoutable parce qu'elle manquera d'unité de combativité et de tout esprit offensif. D'autre part les Russes se rendent peut être compte que le partage de l'Allemagne ne saurait durer indéfiniment, que les Alliés se risqueraient pour conserver la paix à sacrifier les pays slaves et tous les satellites, mais que le problème allemand ne pourrait jamais être écarté, le voudrait-on. Il se peut que pour un avenir encore assez lointain, les Russes se soient résignés à envisager une Allemagne réunifiée et neutralisée. Sera-ce possible?

La retraite d'Abadan.

Le cabinet Attlee après avoir promis que quoiqu'il arrive, Abadan ne serait pas abandonné, fait lui-même évacuer des raffineries les milliers d'employés britanniques. Dunkerque asiatique? en tout cas Dunkerque électoral pour le parti travailliste, si rien ne vient corriger cette impression d'humiliation qui ajoutée à pas mal d'autres, s'associera pour l'Anglais moyen au règne du travaillisme.

Il est certain que les Etats-Unis se sont refusés de soutenir une action de force en Perse pour protéger les intérêts britanniques. L'opinion américaine n'y aurait pas souscrit et même Churchill au pouvoir, les Anglais n'auraient peut-être pas agi seul. A notre humble avis les Anglais ont eu tort. On ne cède pas à un Mossadegh quand il passe la mesure. En Orient le « Si je ne te crains, je me moque de toi », est encore la seule règle.

Le nationalisme dont on fait état n'est qu'affaire de politiciens ou de semi-intellectuels ambitieux. On voudrait bien voir une manifestation de ce genre dans les provinces musulmanes de l'U.R.S.S. Les populations n'en auraient même pas l'idée. Certes les temps ont changé, le colonialisme est révolu, ce n'est pas une raison pour que le droit ne soit plus le droit pour ceux auxquels il fut peut-être appliqué un peu rudement autrefois. L'abdication d'Abadan est pour l'Occident tout entier et même les Etats-Unis, une grave et dangereuse capitulation. Il est à craindre que les Américains n'aient calculé qu'ils seraient en définitive les bons marchands. Car quoiqu'il arrive — et il faudra bien en arriver un jour à un accord — la solution ne pourra être qu'internationale. C'est d'ailleurs bien le sens de l'appel des Anglais au Conseil de Sécurité. Ils ne peuvent plus revenir à Abadan qu'en compagnie. Il ne faut pas être devin pour prévoir que dans cette compagnie, il y aura, outre les Persans, des Américains.

CRITON.